

PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL

**RÈGLEMENT 938-23**

---

**RÈGLEMENT DÉCRÉTANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS  
ET UN EMPRUNT DE 1 800 000\$**

---

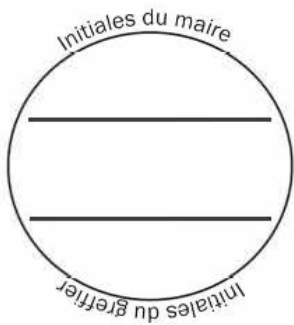
---

France Fortier, mairesse

---

M<sup>e</sup> Kim Fortin, conseillère juridique aux  
affaires municipales et greffière

<b>Avis de motion :</b>	<b>le 20 décembre 2022</b>
<b>Présentation du projet de règlement :</b>	<b>le 20 décembre 2022</b>
<b>Adoption par le conseil municipal :</b>	<b>le 24 janvier 2023</b>
<b>Avis public :</b>	<b>le 25 janvier 2023</b>
<b>Tenue de registre :</b>	<b>le 31 janvier 2023</b>
<b>Approbation MAMH :</b>	
<b>Avis de promulgation :</b>	



N° de résolution ou annotations

**PRÉAMBULE**

- CONSIDÉRANT** que le programme triennal d'immobilisations 2023-2024-2025 a été adopté en séance le 20 décembre 2022;
- CONSIDÉRANT** que ce règlement est adopté conformément à l'article 7 de la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux*;
- CONSIDÉRANT** que la Ville désire se prévaloir du pouvoir prévu au deuxième paragraphe du deuxième alinéa à l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes*;
- CONSIDÉRANT** que le conseil est autorisé à acquérir de l'équipement, du matériel et autres biens meubles ou immeubles, de même qu'à exécuter ou à faire exécuter des travaux sur diverses infrastructures ou superstructures municipales, incluant ceux d'aménagement, de réfection, d'amélioration, de restauration, de construction et de réparation de rues, de parcs, de stationnement, de bâtiments municipaux, de pose de tuyaux d'aqueduc et d'égouts incluant les travaux connexes, ainsi que d'octroyer des contrats de services professionnels et techniques, à embaucher le personnel d'appoint y afférent et décrète à cette fin une dépense de 1 800 000 \$, détaillée à l'article 2;
- CONSIDÉRANT** qu'à la séance du 20 décembre 2022, un avis de motion du présent règlement a été préalablement donné et que le projet de règlement a été déposé et présenté;
- CONSIDÉRANT** qu'une copie du projet du présent règlement a été remise à chacun des membres du conseil au moins deux (2) jours juridiques avant la présente séance;
- CONSIDÉRANT** que tous les membres du conseil déclarent avoir lu ce projet de règlement et renoncent à sa lecture;
- CONSIDÉRANT** que ce projet de règlement était disponible pour consultation deux (2) jours juridiques avant la séance du 20 décembre 2022 et à la disposition du public dès le début de cette séance;
- CONSIDÉRANT** que la mairesse mentionne que le présent règlement a pour objet d'autoriser des dépenses en immobilisation telles que décrites à l'article 2;
- EN CONSÉQUENCE,** il est résolu à l'unanimité des conseillers que le présent règlement soit adopté :

**ARTICLE 1**

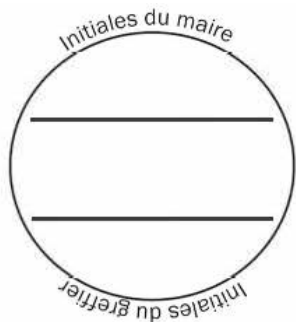
**PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante du règlement.

**ARTICLE 2**

**EMPRUNT**

Le conseil est autorisé à effectuer des dépenses en immobilisations pour un montant total de 1 800 000 \$ réparti de la façon suivante :



N° de résolution ou annotations

DESCRIPTION	15 ANS	20 ANS	TOTAL
Services professionnels, techniques et personnel d'appoint pour la réalisation de projets		40 000 \$	
Travaux de réfection et d'aménagement de bâtiments, de rues et de parcs		430 000 \$	
Achat d'équipement, machinerie, matériel et autres biens	1 300 000 \$		
Frais de financement	30 000 \$		
<b>Total</b>	<b>1 330 000 \$</b>	<b>470 000 \$</b>	<b>1 800 000 \$</b>

**ARTICLE 3 REMBOURSEMENT DE L'EMPRUNT**

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables sur le territoire de la ville, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

**ARTICLE 4 AFFECTATION**

S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

**ARTICLE 5 RÉDUCTION DE L'EMPRUNT**

Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt, correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

**ARTICLE 6 AUTORISATION DE SIGNATURE**

La mairesse ou la mairesse suppléante, la directrice du Service des finances et trésorière, ou la greffière sont par les présentes autorisées à signer, pour et au nom de la Ville, tous les documents nécessaires aux fins de l'exécution des dispositions du présent règlement.

**ARTICLE 7 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à l'article 361 de la *Loi sur les cités et villes*.

**Adopté à Sainte-Brigitte-de-Laval, ce 24<sup>e</sup> jour du mois de janvier 2023.**

La mairesse,

La conseillère juridique aux affaires municipales et greffière,

\_\_\_\_\_  
France Fortier

\_\_\_\_\_  
M<sup>e</sup> Kim Fortin